

Faire reculer le gouvernement oui, c'est possible!



Les énormes cortèges dans toutes les villes, grandes, moyennes et petites, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet. Chaque manifestation apporte de nouveaux manifestants remplaçant, et au-delà, ceux qui n'ont pas pu revenir. Les questions que tout le monde se pose maintenant sont : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ?



13 Février 2023, Gustave Roussy

Un gouvernement vomé par le monde du travail tout entier

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. On n'en peut plus de leur façon de venir nous dire: «Vous n'avez pas bien compris, je vais vous expliquer»... On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

Comment préparer la suite?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée comme dans les transports parisiens qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à «mettre le pays à l'arrêt» si le gouvernement ne retire pas son projet. Et, comme étape, elle a annoncé une nouvelle journée de mobilisation jeudi prochain, le 16 février.

Le retrait du projet, c'est le minimum. Mais cela fait plus de 30 ans que, sans autre raison qu'appauvrir les plus anciens, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, la retraite était à 60 ans avec 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est *a fortiori* 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.

Aller vers la grève générale

L'intersyndicale a menacé de «mettre le pays à l'arrêt». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs, rien ne se produit. Si nous croisons les bras, la production ne sort pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous: quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7 mars peut être une étape importante vers une grève générale.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Nous suivre et nous contacter =>

Nous avons besoin de discuter entre nous

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques:

- l'inflation ronge un pouvoir d'achat déjà bien faible;
- les conditions de travail se dégradent sans cesse avec, partout, le manque d'effectifs qui rend les journées harassantes;
- la réforme de l'assurance chômage, entrée en vigueur le 1^{er} février, diminue la durée des prestations de chômage et enfonce un peu plus dans la précarité ceux qui ont perdu leur emploi;
- et, maintenant, ce projet sur les retraites qui transformerait les anciens en pauvres, comme c'était le cas jusqu'au milieu du siècle dernier.

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner: quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres entreprises et secteurs du monde du travail?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. Mais nous avons besoin d'établir de véritables liens entre nous, de tenir des réunions, des assemblées générales de grévistes: avec des mouvements seulement chapeautés d'en haut, le risque existe que le lâchage d'un syndicat mette en danger la mobilisation de tous – nous savons que cela s'est déjà produit. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.

Tous ensemble, nous pouvons et nous allons gagner !

mail:	npa94.cachan@gmail.com
insta:	npa.cachan
facebook:	npacachan
twitter:	F_Hopital

Le sens des priorités à GR

Dans le cadre d'un reportage à France info sur le futur cluster anti-cancer de Villejuif, le directeur général de GR déplore que les chercheurs ne déposaient pas assez de brevets. Comprendre: la recherche n'est pas assez rentabilisée, trouvons des traitements mais surtout faisons des profits avec ces traitements! Profits dont on ne verra sûrement pas la couleur sur nos fiches de paies. Le journaliste conclut même que «L'un des objectifs est d'aider les start-ups et les sociétés de biotechnologie.» Si jamais certains n'étaient pas encore convaincus, désormais, plus de doute: la priorité, ce n'est pas les salariés ou les patients! Non la priorité, à GR comme dans toute la société capitaliste, ce sont les entreprises, les patrons, et les profits.

LVMH s'achète une bonne conscience grâce à GR

LVMH a annoncé à l'occasion de la journée mondiale contre le cancer un programme de lutte contre la stigmatisation des salariés touchés par le cancer, soutenu par GR. Rappelons que LVMH a réalisé 21,1 milliards d'euros de profits en 2022! Chaque jour, ce groupe spécialisé dans le luxe engrange plus de 57 millions d'euros de bénéfice, faisant de son patron Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde avec une fortune de plus de 213 milliards d'euros. Pour un salarié médian touchant 22 000€ par an, il faudrait travailler au moins 7 millions d'années pour s'approcher de sa fortune. La crise ne touche pas tout le monde: pour nous l'augmentation de l'âge de départ à la retraite et l'inflation, pour eux les milliards, mais en faisant la charité comme avec ce genre de programme? Pas question, «l'argent on le prendra dans les caisses du patronat ! » comme on le chante en manifestation !

Ratio soignant-patients : le gouvernement s'oppose

Le sénat a adopté une proposition de loi, mercredi 1^{er} février, qui vise à imposer un ratio minimal d'infirmiers et d'aides-soignants. Ratios qui n'existent à l'heure actuelle que dans certains services, comme en Réa ou en soins intensifs. Encore faut-il que le texte soit validé par l'Assemblée nationale pour être adopté. Et le gouvernement se bat contre, au nom de « l'agilité » des services ! Évidemment qu'il faut en imposer ! D'ailleurs, c'est la revendication de bien des grèves à l'hôpital. Mais de tels ratios, seules nos grèves pourront les imposer : pour tous les métiers, et avec le budget nécessaire ! Sinon c'est de la poudre aux yeux.

Étudiants infirmiers : c'est aussi la précarité

Macron s'étonne : « 30 % des élèves infirmiers arrêtent leurs études en cours de formation et 10 à

15 % échouent la fin ». Quand on connaît les conditions de travail et de vie des étudiants infirmiers, il n'y a pas de quoi être surpris. En plus des 35 heures de cours par semaine, il faut rajouter le travail personnel scolaire. En plus du travail scolaire, 58 % des élèves infirmiers travaillent à côté : 24,1 % travaillent le week-end et 7,5 % travaillent deux à trois fois par semaine ! Les étudiants infirmiers vivent, aussi, dans la précarité, victimes de la politique de Macron.

Orpea : l'État au secours du fossoyeur

L'État vient d'annoncer qu'il va sauver, à coups de milliards, le groupe Orpea qui maltraite ses résidents en faisant du profit sur leur dos. Les banques aussi y sont allées de leurs aides, décidant de diviser par 2 leur taux d'intérêt pour cette entreprise. De l'argent, il y en a dans les banques et les caisses de l'État, mais pour sauver les malfrats !

En grève depuis un mois, nos collègues de Saint-Denis commencent à faire plier la direction !

Auxiliaires de puériculture et infirmières du service de Réa néonatale de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis en sont à plus d'un mois de grève. Pour des embauches en urgence, (l'effectif a été sabré ces dernières années) et des augmentations de salaire. En 2021, elles avaient déjà arraché des avancées grâce à une première grève. La direction est en train de plier : la preuve que la grève paie ! Un bel exemple - elles ont toute notre solidarité !

Grande-Bretagne : les soignants en lutte

Moins d'une semaine après les grèves les plus importantes depuis une décennie, mobilisant entre autres cheminots et enseignants, le personnel du Service national de santé a rejoint les piquets de grève lundi. «Sous-effectif. Sous-évalué. Sous-payé», indiquait une pancarte brandie par deux infirmières de l'hôpital Saint-Thomas à Londres. Les infirmières ont été rejointes par les kinésithérapeutes et les ambulanciers. Jusqu'à présent le gouvernement conservateur reste sourd aux revendications salariales des soignants et des autres. Mais ces derniers ne sont pas prêts de baisser les bras.

Des raisons de manifester et de se mobiliser le 7 ?

Pour les infirmières :

- Age de départ à la retraite avant 2010 : 55 ans
- Age de départ à la retraite en catégorie B en 2010 : 57 ans
- Age de départ à la retraite en catégorie A en 2012 : 62 ans
- Age de départ en retraite si la loi passe : 64 ans !

En 2019, l'espérance de vie d'une infirmière : 6,2 ans en moins !